

BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR

Spécialité : Assurance

Spécialité : Banque

Spécialité : Professions immobilières

Économie générale et économie d'entreprise

Durée : 3 heures

Coefficient : 2

L'usage d'une calculatrice n'est pas autorisé.

PREMIÈRE PARTIE : Travail méthodologique

Barème indicatif : 10 points

À l'aide de vos connaissances et de l'annexe 1, vous répondrez aux questions suivantes :

I - L'euro et le marché des changes

- A. Commentez l'évolution du cours de l'euro à partir du graphique.
- B. Analysez les causes de la faiblesse de la monnaie européenne sur le marché des changes.
- C. Déterminez et expliquez les moyens dont dispose la banque centrale européenne pour redresser la situation.

II - L'euro et l'Union Européenne

Montrez les effets attendus de la monnaie unique pour l'Union Européenne.

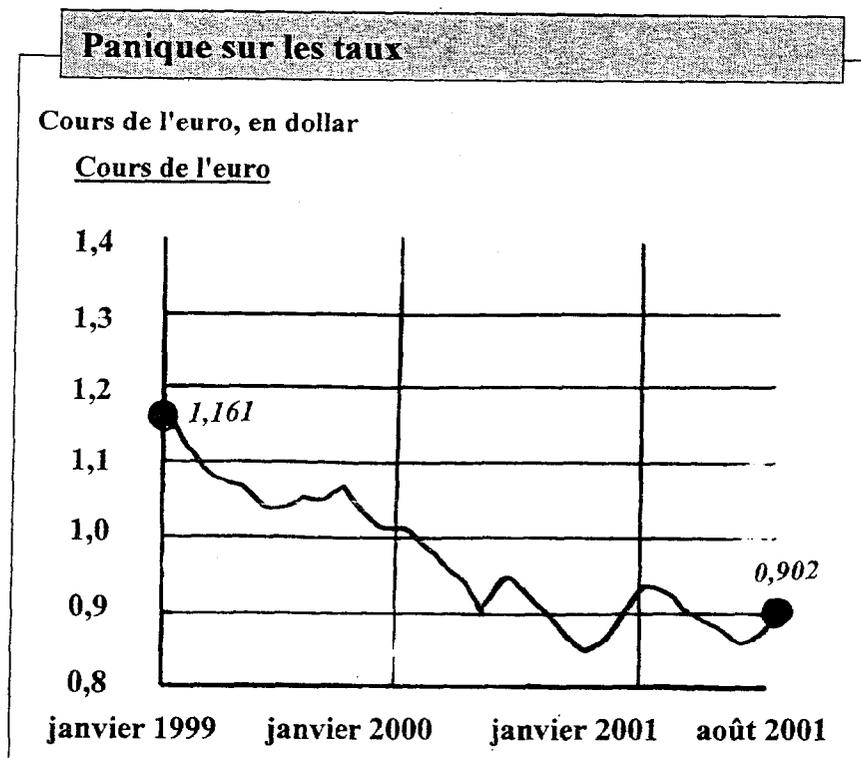
DEUXIÈME PARTIE : Développement structuré

Barème indicatif : 10 points

L'environnement des entreprises est devenu mondialisé : le marché s'est élargi et la concurrence s'est développée. La taille des entreprises s'accroît, conséquence de leurs nombreux regroupements.

Vous montrerez les causes du développement de ces opérations de concentration ainsi que les limites que peuvent rencontrer les entreprises concernées.

MAIS A QUOI SERT L'EURO ?



... Le premier bénéfice de l'euro pour la croissance est évident : depuis que les monnaies européennes n'existent plus au niveau international (les taux de change entre les monnaies des douze pays de la zone euro sont irrévocablement fixes), les crises de change intra-européennes appartiennent au passé. Pour la France, l'avantage est immédiat. Avant, dès que le dollar perdait la confiance des investisseurs, ceux-ci se mettaient à acheter du mark et le franc décrochait de la devise allemande. Echaudés par la dépréciation, les marchés financiers demandaient alors en compensation des taux d'intérêt à long terme plus élevés qu'en Allemagne pour compenser le risque de perte de change. Afin de soutenir la monnaie et d'échapper à l'inflation importée (quand la monnaie se déprécie, les produits achetés à l'étranger sont plus chers), la Banque de France augmentait alors ses taux, pour attirer les capitaux vers le franc.

On peut sans peine imaginer ce que cela aurait donné ces derniers mois : avec un dollar qui s'est affaibli au moment même où le niveau élevé des prix du pétrole et la montée des prix alimentaires suscitaient des tensions inflationnistes, faible croissance ou pas, la Banque de France aurait augmenté les taux d'intérêt. Ajoutant ainsi un nouveau facteur de ralentissement de l'activité, et tant pis pour les conséquences sur le chômage. Grâce à l'euro, nous y avons échappé. Certes, la monnaie européenne fluctue désormais par rapport au dollar et on ne peut lui laisser faire n'importe quoi, mais les crises de change des années 80 et 90 sont bel et bien terminées.

Les entreprises européennes ont, elles aussi, profité de l'arrivée de l'euro. Avec la fin des crises de change, elles n'ont plus à payer de primes d'assurance pour se protéger des fluctuations de leur monnaie vis à vis de celle de leurs principaux clients et fournisseurs. Elles ont

également eu beaucoup moins de mal à attirer les investisseurs internationaux : elles ont été les premières bénéficiaires de la montée de la part de l'euro dans les capitaux levés sur les marchés internationaux d'actions et d'obligations (30 % en 2000).

Les places financières ont été également incitées à se rapprocher, à l'instar d'Euronext (regroupement des Bourses de Paris, Bruxelles et Amsterdam), contribuant au développement d'un marché financier européen. L'Europe s'ouvre ainsi la possibilité de jouer un rôle financier à l'échelle internationale. L'enjeu est important. La capacité d'un territoire à attirer l'épargne mondiale permet à ses entreprises de faire financer leurs investissements par le reste du monde, comme aux États-Unis.

... La capacité de l'euro à jouer en faveur du maintien d'un niveau de croissance élevé dépend surtout de la qualité de la politique économique que les Douze sont capables de mettre en œuvre. À cet égard, l'Europe a encore du chemin à faire du côté de la politique de change, de la politique budgétaire et de la coordination de l'ensemble, ce que les économistes appellent le *policy-mix*.⁽¹⁾

L'un des problèmes les plus évidents – et le plus médiatisé du fait de la faiblesse de l'euro face au dollar – concerne la politique de change. Elle consiste pour les autorités d'un pays à utiliser divers instruments à sa disposition (interventions sur les marchés des

La politique de change de la zone euro est l'une de ses faiblesses

changes, politique de taux d'intérêt, déclarations publiques) en vue d'influencer le niveau de taux de change de leur monnaie. L'enjeu est fort : monter les taux d'intérêt (ou refuser de les baisser) pour défendre le taux de change peut avoir des conséquences négatives sur la croissance et l'emploi. L'appréciation que portent les autorités monétaires sur les fluctuations de l'euro participe donc de manière essentielle à la définition

de la politique économique en Europe.

Qui décide de la politique de change de l'euro ? La Banque centrale européenne gère les réserves de change, mais le traité de Maastricht ne précise pas si cette gestion l'autorise à intervenir pour stabiliser le taux de change. Les ministres des Finances choisissent le régime de change de l'euro vis-à-vis des autres devises et définissent des "orientations générales" dont le contenu reste à établir.

(1) *policy-mix* : dosage macroéconomique

Les ratés de la Banque centrale européenne

● **La monnaie unique européenne n'a cessé de se déprécier face au dollar depuis sa création.** Cette évolution s'explique par des raisons conjoncturelles : la croissance de l'économie américaine a été plus dynamique qu'en Europe. De ce fait, les craintes inflationnistes y étaient plus fortes et les taux d'intérêt plus élevés, ce qui rendait les placements en dollars attrayants. Avec le ralentissement entamé à la fin 2000, les taux d'intérêt américains ont beaucoup baissé. Mais l'accélération de l'internationalisation des entreprises européennes et la volonté des investisseurs du Vieux Continent de diversifier leurs placements financiers les ont incités à vendre des euros pour

acheter des dollars. Aujourd'hui, les perspectives de reprise de l'activité continuent à jouer en faveur du billet vert.

Tant que la dépréciation de l'euro s'explique par des situations économiques différentes entre les diverses régions du monde, ou par des facteurs plus structurels comme ceux mentionnés ci-dessus, il n'y a pas de problème. Les ennuis commencent quand les intervenants sur les marchés ne savent plus à quel point se vouer et font varier fortement le niveau des taux de change, sans plus aucune référence. Toute variation excessive des cours de change finit par être corrigée, le plus souvent violemment. Ce qui ne facilite pas les décisions d'investissement et oblige les entreprises à payer

beaucoup de primes d'assurance pour se protéger contre ces fluctuations erratiques.

La BCE a cru que c'était ce qui arrivait à l'euro et elle s'est mise à paniquer à partir de la fin 1999. Alors qu'elle répétait depuis des mois que les variations de l'euro n'avaient pas d'importance, elle a remonté son taux directeur plusieurs fois pour tenter de soutenir l'euro. Et toujours au moment où cela paraissait le moins propice. Les marchés ont alors commencé à douter du sang-froid de cette jeune banque centrale. La BCE n'a pas regagné cette confiance perdue. Ce qui augure de quelques problèmes si le taux de change de l'euro devait être à nouveau sérieusement malmené.